COMMUNIQUE DES PARTIS DE GAUCHE ET ECOLOGISTES DE SEINE-ET-MARNE

NON AU BAILLONNEMENT DE L'OPPOSITION DE GAUCHE EN ILE-DE-FRANCE

Melun, le 15 mai 2023

La volonté de V.Pécresse de supprimer 2 groupes d'opposition, celui de la France Insoumise (8 membres) et celui du Parti Communiste Français (7 membres) à la région Île-de-France nous alerte sur l'état démocratique de notre pays. La raison invoquée serait de « gagner du temps sur les séances ». Nous refusons cette explication car elle signe la volonté d'étouffer le débat démocratique pourtant nécessaire et indispensable. D'autant plus que cela s'inscrit dans la 14ème modification du règlement intérieur de l'ère Pécresse, faisant suite à la décision d'abaisser de 40 % le temps de parole de l'opposition.

La région Île-de-France n'est pourtant pas la meilleure élève en matière démocratique. D'autres régions (et certaines dirigées par la à droite) ont accepté la constitution de groupes plus petits et acceptent des temps de parole plus importants.

La raison est donc à chercher ailleurs. V. Pécresse cède finalement à la dérive autoritariste ambiante, celle du pouvoir isolé qui se crispe et qui n'accepte plus la contradiction. Cette attaque contre l'opposition est à placer dans un contexte où les différents pouvoirs exécutifs jouent de moins en moins le jeu démocratique, qui, même s'il s'exerce dans un cadre légal, devient de plus en plus une pratique illégitime de l'exercice du pouvoir. Emmanuel Macron n'a-t-il pas volontairement contraint le temps parlementaire et usé (et abusé) du 49-3 ? La multiplication des interdictions des rassemblements citoyens dénommés « casserolades » est aussi l'un des symptômes les plus flagrants : empêchant la liberté d'expression la plus élémentaire.

Nous dénonçons ces décisions politiques qui favorisent une pratique liberticide et répondent à une dérive autoritariste. Ces décisions des droites régionale et macroniste ne font que contribuer au décalage qui s'installe et s'amplifie entre les citoyens et les institutions sensées les représenter. La V° République est à bout de souffle comme le constate une très large majorité des Français. Il est temps de faire évoluer les institutions et répondre à l'aspiration du peuple à passer à une VI° République qui fasse plus de place au pluralisme.

La démocratie a besoin de modes d'expression alternatifs au vote. La souveraineté du peuple doit se concevoir aussi bien comme un principe qu'un exercice. Notre démocratie inachevée ne peut plus se soumettre aux privilèges des uns et des unes.